



Interpellation des élu·e·s Les retraité·e·s ne lâchent rien

Après la mobilisation sans précédent du 28 septembre (80 000 personnes dans 169 lieux), les retraité·e·s poursuivent leur action. A l'appel des 9 organisations regroupant syndicats et associations (UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR-CFE/CGC, FSU, FGR-FP, UNIRS-SOLIDAIRES, LSR, UNRPA), les retraité·e·s, dans les départements, interpellent les élu·e·s et à Paris les groupes parlementaires, alors que se discute au Parlement le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2018. Ce projet réactionnaire qui s'inspire d'une logique comptable et propose l'augmentation de 25 % de la CSG (1,7 point), rogne sur les dépenses de santé et ampute le budget des hôpitaux de 1,2 milliard d'euros.

Le groupe des 9 organisations se félicite de la réussite de cette initiative qui va se poursuivre dans les semaines qui viennent. A ce jour, les délégations ont déjà été nombreuses dans les départements ; à Paris, le 9 novembre, plusieurs centaines de militant·e·s ont manifesté leur colère devant l'Assemblée Nationale.

Les retraité·e·s rappellent aux élu·e·s leur situation : ni privilégié·e·s, ni assisté·e·s, leur pouvoir d'achat a baissé de 20 % en 12 ans. La pension moyenne est de 1 380 euros (1 050 pour les femmes) et le gouvernement annonce que 60 % d'entre eux/elles sont touché·e·s par l'augmentation de la CSG, soit plus de 10 millions de retraitées, dont les couples dont chacun des membres a une pension inférieure au seuil de pauvreté.

Dans les départements et à Paris, les délégations ont rappelé la situation des retraité·e·s et leurs revendications. Force est de constater que la plupart des élu·e·s de la majorité présidentielle connaissent peu le dossier et se réfugient derrière le soutien de la politique gouvernementale et le discours stéréotypé du retraité privilégié et égoïste. La très grande majorité des autres élu·e·s s'opposent à cette mesure injuste d'augmentation de la CSG.

A Paris, seuls trois groupes ont répondu à notre demande de rencontre (France Insoumise, Groupe Communiste de l'Assemblée nationale et Groupe Communiste et Républicain du Sénat). Le groupe des 9 interpellera à nouveau les autres groupes parlementaires et il invite les retraité·e·s à s'adresser individuellement à M. Macron qui continue à opposer une fin de non-recevoir aux représentant·e·s de leurs syndicats et associations.

Paris, le 14 novembre 2017.